

31.03.2019 - 10:05 Uhr

La majorité de la population suisse soutient le projet d'accord institutionnel

Bâle (ots) -

Selon le tout premier sondage représentatif sur l'accord institutionnel (InstA) réalisé par l'institut gfs.bern, sur mandat d'Interpharma, 60% des Suisses soutiennent le projet d'InstA sur la table. De manière générale, les accords bilatéraux sont également perçus plus favorablement que l'année précédente. La population établit un lien clair entre des relations stables avec l'UE et la prospérité de la Suisse.

Le sondage publié aujourd'hui est le premier à interroger directement la population sur le projet d'InstA publié par le Conseil fédéral en décembre dernier. Une majorité, 60% des sondés soutiennent le projet d'accord institutionnel en l'état, tandis que 35% le critiquent. Le soutien est majoritaire dans tous les partis politiques, à l'exception de l'UDC et dans les deux principales régions linguistiques (58% pour la Suisse alémanique et 69% pour la Suisse romande). Une partie significative de l'opinion est cependant modérée, que ce soit pour accepter ou rejeter l'accord. Les raisons qui poussent les électeurs à se prononcer pour ou contre l'accord reposent également sur une analyse économique de la situation. Environ 7 personnes interrogées sur 10 estiment que l'accord institutionnel apportera la sécurité juridique nécessaire à l'économie suisse pour planifier ses activités. Ils sont près des deux-tiers à avoir conscience de l'érosion des accords actuels d'accès au marché.

L'industrie pharmaceutique a besoin de la stabilisation des relations Suisse-UE

Selon René Buholzer, directeur d'Interpharma : «Les résultats de l'enquête montrent que la population suisse est consciente de l'importance des accords bilatéraux. Cependant, la formation de l'opinion à propos de l'accord institutionnel ne fait que commencer. Un travail de conviction permanent est nécessaire pour souligner l'importance de relations stables avec notre principal partenaire économique.» Pour l'industrie pharmaceutique, les accords sur les obstacles techniques au commerce et sur la libre circulation des personnes sont particulièrement décisifs. Interpharma considère qu'un accord institutionnel est nécessaire pour sauvegarder la voie bilatérale, continuer à faciliter l'accès au marché et éviter l'érosion des accords d'accès au marché existants.

Une vision positive des accords bilatéraux au plus haut depuis 2015

Pour la première fois depuis 2015, une majorité de la population suisse (59%) estime que les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE apportent seulement ou plutôt des avantages à la Suisse. Ainsi, 79% des sondés estiment que ces accords permettent aux entreprises suisses d'accéder au marché de l'UE et les deux-tiers (66%) affirment qu'ils contribuent à la prospérité de la Suisse. Interpharma se félicite que la voix des acteurs économiques, et notamment celle des industries exportatrices, soient prise en compte par les électeurs et poursuivra le dialogue avec la population.

L'étude en bref

- 59% des sondés estiment que les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE comportent principalement des avantages pour la Suisse.
- 66% des personnes interrogées estiment que les accords bilatéraux contribuent à la prospérité de la Suisse.
- 60% des électeurs soutiennent l'accord institutionnel en l'état. Ils sont 58% en Suisse alémanique et 69% en Suisse romande.
- 69% des sondés pensent que l'accord institutionnel apporte la sécurité juridique nécessaire à l'économie suisse pour planifier et travailler dans la sérénité

Depuis 2015, Interpharma, l'association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche mandate l'institut gfs.bern pour un sondage sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Cette année, 2000 citoyens ont également été interrogés sur le projet d'accord institutionnel publié par le Conseil fédéral en décembre dernier.

Contact:

Dr René Buholzer, directeur d'Interpharma, Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche, tél. 078 743 65 95.